



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ
23 ΔΕΚΕΜΒΡΙΟΥ 1982

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
151

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1308

Κύρωση του Πρωτοκόλλου στη Συμφωνία για την εισαγωγή αντικειμένων εκπαιδευτικού, επιστημονικού ή μορφωτικού χαρακτήρα που υπογράφηκε στο Ναϊρόμπι στις 26 Νοεμβρίου 1976 μαζί με τα Παραρτήματά του.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυροῦμεν και ἐκδίδομεν τὸν κατωτέρω ὑπὸ τῆς Βουλῆς ψηφισθέντα νόμον.

Ἄρθρο πρῶτο.

Κυρώνεται και ἔχει τὴν ἰσχύ που δρίζει τὸ ἄρθρο 28 παρ. 1 τοῦ Συντάγματος τὸ πρωτόκολλο στη Συμφωνία για τὴν εισαγωγή ἀντικειμένων εκπαιδευτικού, ἐπιστημονικού ἢ μορφωτικού χαρακτήρα που ὑπογράφηκε στὸ Ναϊρόμπι στις 22 Νοεμβρίου 1976 μαζί με τὰ Παραρτήματά του, τῶν ὁποίων τὸ κείμενο σὲ πρωτότυπο στη Γαλλικὴ γλώσσα και σὲ μετάφραση στὴν Ἑλληνικὴ ἔχει ὡς ἑξῆς :

Protocole à l'Accord
pour l'importation des objets de caractère
éducatif, scientifique ou culturel

Adopté par la
Conférence générale
de l'Unesco à Nairobi
en 1976

Les Etats contractants parties à l'Accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel, adopté par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et

la culture à sa cinquième session, tenue à Florence en 1950.

Réaffirmant les principes sur lesquels est fondé cet Accord, ci-après dénommé l'«Accord»,

Considérant que cet Accord s'est révélé comme un instrument efficace pour abaisser les barrières douanières et réduire les autres restrictions économiques qui font obstacle à l'échange des idées et des connaissances,

Considérant, néanmoins, que dans le quart de siècle qui a suivi l'adoption de l'Accord, les progrès techniques réalisés ont modifié les modalités de la transmission des informations et du savoir qui est l'objectif fondamental de cet Accord,

Considérant en outre que, pendant cette période, l'évolution qui s'est produite dans le domaine du commerce international s'est, en général, traduite par une libéralisation accrue des échanges,

Considérant que, depuis l'adoption de l'Accord, la situation internationale a profondément changé du fait du développement de la communauté internationale, en raison notamment de l'accession à l'indépendance de nombreux Etats,

Considérant qu'il convient de prendre en considération les besoins et les préoccupations des pays en voie de développement en vue de leur faciliter un accès facile et moins onéreux à l'éducation, à la science, à la technologie et à la culture,

Rappelant les dispositions de la Convention, concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher

l'exportation temporaire des objets de caractère éducatif, scienti-adoptée par la Conférence générale de l'Unesco en 1970, et celles de la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, adoptée par cette Conférence générale en 1972,

Rappelant, par ailleurs, les conventions douanières conclues sous les auspices du Conseil de coopération douanière, avec le concours de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, en matière d'importation temporaire des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel.

Convaincus qu'il y a lieu de prendre des dispositions nouvelles et que de telles dispositions apporteront une contribution encore plus efficace au développement de l'éducation, de la science et de la culture qui constituent des bases essentielles du progrès économique et social,

Rappelant la résolution 4.112 adoptée par la Conférence générale de l'Unesco à sa dix-huitième session, Sont convenus de ce qui suit :

I

1. Les Etats contractants s'engagent à étendre aux objets visés dans les annexes A, B, D et E ainsi que, lorsque ces annexes n'ont pas fait l'objet d'une déclaration en vertu du paragraphe 16.a ci-dessous, dans les annexes C.I.F.G. et I au présent Protocole, l'exemption des droits de douane et autres impositions à l'importation ou à l'occasion de l'importation, prévue à l'article premier, paragraphe 1, de l'Accord, lorsque ces objets répondent aux conditions fixées par ces annexes et sont des produits d'un autre Etat contractant.

2. Les dispositions du paragraphe premier du présent Protocole n'empêcheront pas un Etat contractant de percevoir sur les objets importés :

a) Des taxes ou autres impositions intérieures de quelque nature qu'elles soient, perçues lors de l'importation ou ultérieurement, à la condition qu'elles n'excèdent pas celles qui frappent directement ou indirectement les produits nationaux similaires.

b) Des redevances et impositions autres que les droits de douane, perçues par les autorités gouvernementales ou administratives à l'importation ou à l'occasion de l'importation, à la condition qu'elles soient limitées ou coût approximatif des services rendus et qu'elles ne constituent pas une protection indirecte des produits nationaux ou des taxes de caractère fiscal à l'importation.

II

3. Par dérogation au paragraphe 2.a du présent Protocole, les Etats contractants s'engagent à ne pas percevoir sur les objets ci-après des taxes ou autres impositions intérieures de quelque nature qu'elles soient, perçues lors de l'importation ou ultérieurement :

a) Livres et publications destinés aux bibliothèques visées au paragraphe 5 du présent Protocole :

b) Documents officiels, parlementaires et administratifs publiés dans leur pays d'origine :

c) Livres et publications de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées;

d) Livres et publications reçus par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et distribués gratuitement par ses soins ou sous son contrôle sans pouvoir faire l'objet d'une vente;

e) Publications destinées à encourager le tourisme andehors du pays d'importation, envoyées et distribuées gratuitement;

f) Objets destinés aux aveugles et autres personnes physiquement ou mentalement handicapées :

i. Livres, publications et documents de toutes sortes, en relief, pour aveugles;

ii. Autres objets spécialement conçus pour le développement éducatif, scientifique ou culturel des aveugles et autres personnes physiquement ou mentalement handicapées, importés directement par des institutions ou organisations qui assurent leur éducation ou leur fournissent une assistance et qui sont agréées par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise.

III

4. Les Etats contractants s'engagent à ne pas percevoir sur les objets et matériels visés dans les annexes au présent Protocole les droits de douane, impositions à l'exportation ou à l'occasion de l'exportation et autres impositions intérieures, de quelque nature qu'elles soient, perçues sur ces objets et matériels lorsqu'ils sont destinés à être exportés à d'autres Etats contractants.

IV

5. Les Etats contractants s'engagent à étendre l'octroi des devises et/ou des licences nécessaires, prévu à l'article II, paragraphe I, de l'Accord, à l'importation des objets, ci-après :

a) Livres et publications destinés aux bibliothèques d'utilité publique, à savoir :

i. Bibliothèques nationales et autres bibliothèques principales de recherche;

ii. Bibliothèques universitaires, générales et spéciales, y compris les bibliothèques d'universités, les bibliothèques de collèges universitaires, les bibliothèques d'instituts et les bibliothèques universitaires ouvertes au public;

iii. Bibliothèques publiques;

iv. Bibliothèques scolaires;

v. Bibliothèques spécialisées, au service d'un groupe de lecteurs formant une entité ayant des sujets d'intérêt particuliers et identifiables, telles que les bibliothèques d'un service gouvernemental, les bibliothèques d'une administration publique, les bibliothèques d'entreprises et les bibliothèques d'associations professionnelles;

vi. Bibliothèques pour handicapés et à l'usage des personnes ne pouvant se déplacer, telles que les bibliothèques pour aveugles, les bibliothèques d'hôpitaux et les bibliothèques de prisons;

vii. Bibliothèques de musique, y compris les discothèques.

b) Livres adoptés ou recommandés comme manuels dans les établissements d'enseignement supérieur et importés par ces établissements.

c) Livres en langues étrangères, à l'exclusion des livres dans la ou les langues autochtones principales du pays d'importation.

d) Films, diapositives, bandes vidéo et enregistrements sonores de caractère éducatif, scientifique ou culturel, importés par des organisations agréées par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise.

V

6. Les contractants s'engagent à étendre l'octroi des facilités prévues à l'article III de l'Accord au matériel et aux fournitures importés exclusivement pour être

exposés dans le cadre d'une exposition publique d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel agréée par les autorités compétentes du pays d'importation et destinés à être réexportés ultérieurement.

7. Aucune disposition du paragraphe précédent n'empêchera les autorités du pays d'importation de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que le matériel et les fournitures en question seront réexportés lors de la clôture de l'exposition.

VI

8. Les Etats contractants s'engagent :

a) A étendre à l'importation des objets visés par le présent Protocole les dispositions de l'article IV de l'Accord;

b) A encourager par des mesures appropriées la circulation et la distribution des objets et matériels de caractère éducatif, scientifique et culturel produits dans les pays en voie de développement.

VII

9. Aucune disposition du présent Protocole ne saurait aliéner le droits des Etats contractants de prendre, en vertu de leurs législations nationales des mesures destinées à interdire ou à limiter l'importation, ou la circulation après leur importation, de certains objets, lorsque ces mesures sont fondées sur des motifs relevant directement de la sécurité nationale, de la moralité ou de l'ordre public de l'Etat contractant.

10. Nonobstant toutes autres dispositions du présent Protocole, un pays en développement, qui est défini comme tel par l'usage établi de l'Assemblée générale des Nations Unies et qui est partie à ce Protocole, peut suspendre ou restreindre les obligations résultant de ce Protocole et concernant l'importation de tout objet ou matériel si cette importation cause ou menace de causer un grave préjudice à l'industrie indigène naissante de ce pays en développement. Le pays en question appliquera cette mesure de manière non discriminatoire. Il informera le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture de toute mesure de ce genre, autant que possible avant son entrée en vigueur, et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture en informera toutes les parties au Protocole.

11. Le présent Protocole ne saurait porter atteinte ou entraver des modifications aux lois et règlements d'un Etat contractant, ou aux traités, conventions, accords ou proclamations auxquels un Etat contractant aurait souscrit, en ce qui concerne la protection du droit d'auteur ou de la propriété industrielle y compris les brevets et les marques de fabrique.

12. Les Etats contractants s'engagent à recourir aux voies de négociations ou de conciliation pour régler tout différent relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Protocole, sans préjudice des dispositions conventionnelles antérieures auxquelles ils auraient pu souscrire quant au règlement de conflits qui pourraient survenir entre eux.

13. En cas de contestation entre Etats contractants sur le caractère éducatif, scientifique ou culturel d'un objet importé, les parties intéressées pourront, d'un commun accord, demander un avis consultatif au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

VIII

14. a) Le présent Protocole, dont les textes anglais et français font également foi, portera la date de ce jour et sera ouvert à la signature de tout Etat partie à l'Accord, ainsi qu'à celle des unions douanières ou économiques, sous réserve que tous les Etats membres les constituant soient également parties audit Protocole.

Les termes «Etat» ou «pays» utilisés dans le présent Protocole, ou dans le Protocole visé au paragraphe 18, sont réputés se référer, selon qu'il résulte du contexte également aux unions douanières ou économiques et, dans toutes les matières relevant de la compétence de ces dernières eu égard au champ d'application du présent Protocole, à l'ensemble des territoires des Etats membres les constituant, et non au territoire de chacun de ces Etats.

Il est entendu, en devenant Partie contractante au présent Protocole, ces unions douanières ou économiques appliqueront également les dispositions de l'Accord sur la même base que celle qui est prévue au paragraphe précédent en ce qui concerne le Protocole.

b) Le présent Protocole sera soumis à la ratification ou à l'acceptation des Etats signataires conformément à leur procédure constitutionnelle.

c) Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

15. a) Il pourra être adhéré au présent Protocole par les Etats visés au paragraphe 14.a non signataires du présent Protocole.

b) L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument formel auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

16. a) Les Etats visés au paragraphe 14.a du présent Protocole pourront, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation ou de l'adhésion, déclarer qu'ils ne seront pas liés par la partie II, la partie IV, l'annexe C.I., l'annexe F, l'annexe G et l'annexe H, ou par l'une quelconque de ces parties ou de ces annexes. Ils peuvent également déclarer qu'ils ne seront liés par l'annexe C.I. qu'à l'égard des Etats contractants qui auront eux-mêmes accepté cette annexe.

b) Tout Etat contractant ayant fait une telle déclaration peut, à tout moment, la retirer, en totalité ou en partie, par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en précisant la date à laquelle ce retrait prend effet.

c) Les Etats qui auront déclaré, conformément à l'alinéa a) du présent paragraphe, qu'ils ne seront pas liés par l'annexe C.I. seront obligatoirement liés par l'annexe C.2. Ceux qui auront déclaré qu'ils ne seront liés par l'annexe C.I. qu'à l'égard des Etats contractants qui auront eux-mêmes accepté cette annexe seront obligatoirement liés par l'annexe C.2 à l'égard des Etats contractants qui n'auront pas accepté l'annexe C.I.

17. a) Le présent Protocole entrera en vigueur six mois après le jour du dépôt du cinquième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

b) Il entrera en vigueur pour chaque autre Etat, six mois après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion.

c) Un mois au plus tard après l'expiration des délais prévus aux alinéas a et b du présent paragraphe, les Etats contractants parties au présent Protocole transmettront à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture un rapport sur les mesures qu'ils auront prises pour lui donner plein effet.

d) L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture transmettra ce rapport à tous les Etats parties au Protocole.

18. Le Protocole annexé à l'Accord et en faisant partie intégrante, comme prévu à l'article XVII dudit Accord, fait également partie intégrante du présent Protocole et s'applique aux obligations qui en découlent et aux produits qui y sont visés.

19. a) A l'expiration d'un délai de deux ans à partir de l'entrée en vigueur du présent Protocole, tout Etat contractant pourra dénoncer ce Protocole par un instrument écrit et déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

b) La dénonciation prendra effet un an après réception de cet instrument de dénonciation.

c) La dénonciation de l'Accord conformément à son article XIV entraînera dénonciation du présent Protocole.

20. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera les Etats visés au paragraphe 14.a ainsi que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, du dépôt de tous les instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion mentionnés aux paragraphes 14 et 15 des déclarations faites ou retirées en vertu du paragraphe 16; des dates d'entrée en vigueur de ce Protocole en application des paragraphes 17.a et 17.b de même que des dénonciations prévues au paragraphe 19.

21. a) Le présent Protocole pourra être révisé par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. La révision en liera cependant que les Etats qui deviendront partie au Protocole portant révision.

b) Au cas où la Conférence générale adopterait un nouveau Protocole portant révision totale ou partielle du présent Protocole et à moins que le nouveau Protocole n'en dispose autrement, le présent Protocole cesserait d'être ouvert à la signature à la ratification, à l'acceptation ou à l'adhésion à partir de la date d'entrée en vigueur du nouveau Protocole portant révision.

22. Le présent Protocole ne modifie en rien l'Accord.

23. Les annexes A, B, C.1, C.2, D, E, F, G et H font partie intégrante de ce Protocole.

24. Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, le présent Protocole sera enregistré par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à la date de son entrée en vigueur.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés ont signé le présent Protocole au nom de leurs gouvernements respectifs.

Annexes A

Livres, publications et documents

i. Livres imprimés, quelle que soit la langue dans laquelle ils sont imprimés et quelle que soit l'importance des illustrations qu'ils contiennent, y compris :

- a) Les éditions de luxe;
- b) Les livres imprimés à l'étranger d'après le manuscrit d'un auteur résidant dans le pays d'importation;
- c) Les albums à dessiner ou à colorier destinés aux enfants;
- d) Les livres d'exercices (livres-cahiers) destinés aux écoliers qui, outre un texte imprimé, comportent des blancs que ceux-ci doivent remplir;
- e) Les recueils de problèmes de mots croisés contenant un texte imprimé;

f) Les illustrations isolées et pages imprimées sous forme de feuillets isolés ou brachés, et les épreuves sur papier ou sur film, destinés à la production de livres.

ii. Documents ou rapports imprimés à caractère non commercial.

iii. Microreproduction des objets visés aux alinéas i et ii de la présente annexe, ainsi que les microreproductions des objets visés aux alinéas i à vi de l'annexe A à l'Accord.

iv. Catalogues de films, d'enregistrements ou de tout autre matériel visuel et auditif de caractère éducatif, scientifique ou culturel.

v. Cartes intéressantes des domaines scientifiques tels que la géologie, la zoologie, la botanique, la minéralogie, la paléontologie, l'archéologie, l'éthnologie, la météorologie, la paléontologie, l'archéologie, l'éthnologie, la météorologie, la climatologie et la géophysique, ainsi que les diagrammes météorologiques et géophysiques.

vi. Plans et dessins d'architecture, ou de caractère industriel ou technique, et leurs reproductions.

vii. Matériel publicitaire d'information bibliographique destiné à être distribué gratuitement.

B

Oeuvres d'art et objets de collection, de caractère éducatif scientifique ou culturel.

i. Peintures et dessins, quelle que soit la nature des matières sur lesquelles il sont entièrement exécutés à la main, y compris les copies exécutées à la main, à l'exclusion des objets manufacturés décorés.

ii. Oeuvres d'art originales de céramique et de mosaïque sur bois.

iii. Objets de collections et objets d'art destinés aux musées, galeries et autres établissements agréés par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise, sous réserve qu'ils ne puissent être vendus.

C.1

Matériel visuel et auditif

i. Films, films fixes, microreproductions et dispositifs.

ii. Enregistrements sonores.

iii. Modèles, maquettes et tableaux muraux de caractère éducatif, scientifique et culturel à l'exclusion des maquettes-jouets.

iv. Autre matériel visuel et auditif, tel que :

a) Bandes vidéo, films en kinescope, video-disques, vidéogrammes et autres formes d'enregistrement du son et de l'image;

b) Microcartes, microfiches et supports magnétiques ou autres utilisés par les services d'information et de documentation par ordinateur;

c) Matériel d'enseignement programmé, parfois sous la forme de présentoirs, accompagné de matériel imprimé correspondant, y compris le matériel sous forme vidéo-cassettes et d'audio-cassettes;

d) Diacopies, y compris celles destinées à la projection directe ou à la lecture sur appareil optique;

e) Hologrammes pour projection par laser;

1. L'importation en franchise de films cinématographiques exposés et développés à des fins de projection ou de vente commerciale publiques peut être limitée aux négatifs, étant entendu que cette limitation ne s'applique pas aux films (y compris les films d'actualités) qui sont admis en franchise aux termes des dispositions de l'annexe C.2 au présent Protocole.

f) Maquettes ou modèles visuels réduits de concepts abstraits tels que structures moléculaires ou formules mathématiques;

g) Jeux multimedia;

h) Matériels de propagande touristique, y compris ceux qui sont produits par des entreprises privées, invitant le public à effectuer des voyages en dehors du pays d'importation.

(Les exonérations prévues dans la présente annexe C.1 ne s'appliqueront pas aux objets suivants :

a) Supports vierges de microreproductions et supports vierges d'enregistrements visuels et auditifs ainsi que leurs emballages spécifiques, tels que cassettes, cartouches, bobines;

b) Enregistrements visuels et auditifs, à l'exclusion des matériels de propagande touristique visés à l'alinéa i) sous h, produits essentiellement à des fins de propagande commerciale par une entreprise commerciale privée ou pour son compte;

e) Enregistrement visuels et auditifs dans lesquels la publicité excède 25 % de la durée. Dans le cas des matériels de propagande touristique visés à l'alinéa i) sous h, ce pourcentage ne concerne que la publicité commerciale privée.)

C.2

Matériel visuel et auditif de caractère éducatif scientifique ou culturel

Sous réserve qu'il soit importé par des organisations (y compris, au gré du pays d'importation, les organismes de radiodiffusion et de télévision) ou par toute autre institution ou association publique ou privée, agréées par les autorités compétentes du pays d'importation pour le recevoir en franchise, ou qu'il soit produit par l'Organisation des Nations Unies ou l'une de ses institutions spécialisées, matériel visuel et auditif de caractère éducatif, scientifique ou culturel, tel que :

i. Films, films fixes, microfilms et diapositives.

ii. Films d'actualités (comportant ou non le son) représentant des événements ayant un caractère d'actualité à l'époque de l'importation, et importés aux fins de reproduction, soit sous forme de négatifs, impressionnés et développés, soit sous forme de positifs, exposés et développés, la franchise pouvant être limitée à deux copies par sujet.

iii. Films d'archives (comportant ou non le son) destinés à accompagner des films d'actualités.

iv. Films récréatifs venant particulièrement aux enfants et aux jeunes.

v. Enregistrements sonores.

vi. Bandes vidéo, films en kinescope, vidéo-disques, vidéogrammes et autres formes d'enregistrement du son et de l'image.

vii. Microcartes, microfiches et supports magnétiques ou autres utilisés par le service d'information et de documentation par ordinateur.

viii. Matériel d'enseignement programmé, parfois sous la forme de présentoirs, accompagné de matériel imprimé correspondant y compris le matériel sous forme de vidéo-cassettes et d'audio-cassettes.

ix. Diacopies, y compris celles destinées à la projection directe ou à la lecture sur appareil optique.

x. Hologrammes pour projection par laser.

xi. Maquettes ou modèles visuels réduits de concepts abstraits tels que structures moléculaires ou formules mathématiques.

xii. Jeux multimedia.

D

Instruments et appareils scientifiques

i. Instruments et appareils scientifiques sous réserve :

a) Qu'ils soient destinés à des établissements scientifiques ou d'enseignement publics ou privés, agréés par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise, ces derniers devant être utilisés à des fins non commerciales sous le contrôle et la responsabilité de ces établissements;

b) Que des instruments ou appareils de valeur scientifique équivalente ne soient pas présentement fabriqués dans le pays d'importation.

ii. Pièces de rechange, éléments ou accessoires spécifiques s'adaptant aux instruments ou appareils scientifiques, pour autant que ces pièces de rechange, éléments ou accessoires soient importés en même temps que ces instruments ou appareils ou, s'ils sont importés ultérieurement, qu'ils soient reconnaissables comme étant destinés à des instruments ou appareils admis précédemment en franchise ou susceptibles de bénéficier de la franchise.

iii. Outils à utiliser pour l'entretien, le contrôle, le calibrage ou la réparation des instruments scientifiques, à condition que ces outils soient importés en même temps que ces instruments et appareils ou, s'ils sont importés ultérieurement, qu'ils soient reconnaissables comme étant destinés à des instruments ou appareils admis précédemment en franchise ou susceptibles de bénéficier de la franchise et pour autant, en outre, que des outils de valeur scientifique équivalente ne soient pas fabriqués dans le pays d'importation.

E

Objets destinés aux aveugles et aux autres personnes handicapées

i. Tous objets spécialement conçus pour la promotion éducative, scientifique ou culturelle des aveugles importés directement par des institutions ou organisations d'éducation des aveugles ou d'assistance aux aveugles agréées par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise, y compris :

a) Les livres parlants (disques, cassettes et autres reproductions sonores) et les livres en gros caractères;

b) Les électrophones et lecteurs à cassettes, spécialement conçus ou adaptés pour les besoins des aveugles et autres handicapés et nécessaires pour écouter les livres parlants;

c) Les appareils qui permettent aux aveugles et aux amblyopes de lire les textes imprimés normaux, par exemple, les machines à lire électroniques, les appareils télé-agrandisseurs et les auxiliaires optiques;

d) L'équipement destiné à la production mécanisée ou automatisée de matériel en braille et d'enregistrements, par exemple les poinçonneuses et les machines électroniques à transcrire et à imprimer le braille et les terminaux d'ordinateurs avec dispositifs d'affichage en braille;

e) Le papier-braille, les bandes magnétiques et les cassettes destinés à la fabrication de livres en braille et de livres parlants;

f) Les auxiliaires destinés à favoriser la mobilité des aveugles, par exemple les appareils électroniques d'orientation et de détection des obstacles et les cannes blanches;

g) Les auxiliaires techniques pour l'éducation, la réadaptation et la formation professionnelle ainsi que pour l'emploi des aveugles, par exemple les montres

braille, les machines à écrire braille, les auxiliaires pédagogiques, les appareils spécifiquement conçus à l'usage des aveugles.

ii. Tous objets spécialement conçus pour l'éducation, l'emploi et la promotion sociale des autres personnes physiquement ou mentalement handicapées, importés directement par des institutions ou organisations d'éducation de ces personnes ou d'assistance à ces personnes agréées par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise, sous réserve que des objets équivalents ne soient pas présentement fabriqués dans le pays d'importation.

F

Matériels sportifs

Matériels sportifs destinés exclusivement à des associations ou groupements de sportifs amateurs agréés par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise, sous réserve que des matériels équivalents ne soient pas présentement fabriqués dans le pays d'importation.

G

Instruments de musique et autres équipements musicaux

Instruments de musique et autres équipement musicaux destinés exclusivement à des institutions culturelles ou à des écoles de musique agréées par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise, sous réserve que des instruments et autres équipements équivalents ne soient pas présentement fabriqués dans le pays d'importation.

H

Matières et machines servant à la fabrication des livres, publications et documents

i. Matières servant à la fabrication des livres, publications et documents (pâte à papier, papier de réemploi, papier journal et autres papiers servant à l'impression, encres d'imprimerie, colles, etc.).

ii. Machines à traiter la pâte à papier et le papier; machines pour l'impression et la reliure sous réserve que des machines de valeur technique équivalente ne soient pas présentement fabriquées dans le pays d'importation.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ

Στή Συμφωνία για την εισαγωγή αντικειμένων εκπαιδευτικού, επιστημονικού ή μορφωτικού χαρακτήρα.

Υιοθετήθηκε από τη Γενική Συνέλευση της ΟΥΝΕΣΚΟ στο Ναϊρόμπι το 1976.

Τά κράτη που είναι Συμβαλλόμενα Μέρη στη Συμφωνία για την εισαγωγή αντικειμένων εκπαιδευτικού, επιστημονικού ή μορφωτικού χαρακτήρα, ή οποία υιοθετήθηκε από την πέμπτη σύνοδο της Γενικής Συνελεύσεως της Οργάνωσης των Ήνωμένων Έθνων για την εκπαίδευση, την επιστήμη και τη μόρφωση που πραγματοποιήθηκε στη Φλωρεντία το 1950,

Επιβεβαιώνοντας τις αρχές στις οποίες βασίστηκε η συμφωνία αυτή (που στο εξής θα αποκαλείται ή «Συμφωνία»),

Θεωρώντας ότι η Συμφωνία αυτή αποδείχθηκε κατάλληλο όργανο για την κατάρτιση των τελωνειακών δασμών και τη μείωση των άλλων οικονομικών περιορισμών οι οποίοι αποτελούν εμπόδιο για την ανταλλαγή των ιδεών και των γνώσεων,

Θεωρώντας, ωστόσο, ότι οι τεχνικές προόδους που επιτεύχθηκαν κατά την εικοσιπενταετία ή οποία ακολούθησε μετά από την υιοθέτηση της Συμφωνίας μετέβαλαν τους τρόπους διαδόσεως των πληροφοριών και της γνώσεως που αποτελούν κύριο σκοπό αυτής της Συμφωνίας,

Θεωρώντας επίσης ότι η εξέλιξη ή οποία συντελέστηκε κατά την περίοδο αυτή στο πεδίο του διεθνούς εμπορίου εκφράστηκε με την αυξανόμενη φιλελευθεροποίηση των ανταλλαγών,

Θεωρώντας ότι η διεθνής κατάσταση μεταβλήθηκε σημαντικά άφου το υιοθετήθηκε η Συμφωνία, εξαιτίας της αναπτύξεως της διεθνούς κοινωνίας, ή οποία οφείλεται κυρίως στην ανεξαρτητοποίηση πολλών κρατών.

Θεωρώντας ότι πρέπει να ληφθούν υπόψη οι ανάγκες και οι φροντίδες των υπό ανάπτυξη χωρών για να διευκολυνθεί ή ευχερέστερη και λιγότερο επίπονη πρόσβασή τους στην εκπαίδευση, την επιστήμη, την τεχνολογία και τη μόρφωση.

Λαμβάνοντας υπόψη τις διατάξεις της Συμβάσεως για τὰ μέτρα που πρέπει να ληφθούν για την απαγόρευση και την παρεμπόδιση της προσωρινής εξαγωγής αντικειμένων εκπαιδευτικού και επιστημονικού χαρακτήρα, ή οποία υιοθετήθηκε από την Γεν. Συνέλευση της Ουνέσκο στα 1970 καθώς και τις διατάξεις της Συμβάσεως για την προστασία της παγκόσμιας πολιτιστικής και φυσικής κληρονομιάς ή οποία υιοθετήθηκε από τη Γεν. Συνέλευση της Ουνέσκο στα 1972,

Λαμβάνοντας ακόμα υπόψη, τις τελωνειακές συμβάσεις που αναφέρονται στην προσωρινή εξαγωγή αντικειμένων εκπαιδευτικού, επιστημονικού ή μορφωτικού χαρακτήρα οι οποίες συνάφθηκαν με την αιγίδα του Συμβουλίου τελωνειακής συνεργασίας και τη βοήθεια της οργανώσεως των Ήνωμένων Έθνων για την εκπαίδευση, την επιστήμη και τον πνευματικό πολιτισμό.

Με την πεποίθηση ότι υπάρχει χώρος για υιοθέτηση νέων διατάξεων οι οποίες θα αποτελέσουν μία ακόμα αποτελεσματικότερη προσφορά στην ανάπτυξη της εκπαίδευσως της επιστήμης και της μορφώσεως που συνιστούν τις κύριες βάσεις της οικονομικής και κοινωνικής προόδου,

Λαμβάνοντας υπόψη την απόφαση 4.12 που υιοθετήθηκε κατά την 18η σύνοδο της Γεν. Συνελεύσεως της ΟΥΝΕΣΚΟ, Συμφώνησαν τὰ ακόλουθα :

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να επεκτείνουν στα αντικείμενα που προβλέπονται στα παραρτήματα Α, Β, Δ και Ε καθώς και, όταν τὰ παραρτήματα αυτά δεν περιλαμβάνονται σε δήλωση υπό τὸ πνεῦμα της κατωτέρω παραγράφου 16.α, στα παραρτήματα Γ.1, ΣΤ, Ζ και Η στο Πρωτόκολλο αυτό, την απαλλαγή από τελωνειακούς δασμούς και άλλες επιβαρύνσεις στην εισαγωγή ή στην εξαγωγή ή οποία προβλέπεται στο πρώτο άρθρο, παράγραφο 1 της Συμφωνίας, όταν τὰ αντικείμενα αυτά ανταποκρίνονται στις προϋποθέσεις οι οποίες καθορίζονται από τὰ ανωτέρω παραρτήματα και είναι προϊόντα ενός άλλου Συμβαλλόμενου Κράτους.

2. Οι διατάξεις του πρώτου άρθρου του παρόντος Πρωτοκόλλου δεν θα εμποδίσουν ένα Συμβαλλόμενο Κράτος να επιβάλλουν στα εισαγόμενα αντικείμενα :

α) Φόρους ή άλλες έσωτερικές επιβαρύνσεις οποιουδήποτε είδους που θα εισπράττονται κατά την εισαγωγή ή αργότερα, με την προϋπόθεση ότι οι επιβαρύνσεις αυτές δεν θα ξεπερνούν τις επιβαρύνσεις οι οποίες άφορούν άμεσα ή έμμεσα τὰ αντίστοιχα έθνικά προϊόντα.

β) Φόρους κι' άλλες επιβαρύνσεις πέρα από τελωνειακούς δασμούς που επιβάλλονται από τις κυβερνητικές ή διοικητικές αρχές κατά την εισαγωγή ή την εξαγωγή, με την προϋπόθεση ότι θα περιορίζονται στο κατά προσέγγιση κόστος των υπηρεσιών οι οποίες παρασχέθηκαν και δεν θα είναι έμμεσα προστάσι των έθνικών προϊόντων ή εισαγωγικοί φόροι δημοσιονομικού χαρακτήρα.

II

3. Κατά την παράβαση της παραγρ. 2 του παρόντος Πρωτοκόλλου, τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να μην επιβάλλουν φόρους ή οποιοσδήποτε άλλες

έσωτερικές επιβαρύνσεις κατά την εισαγωγή ή αργότερα, στα παρακάτω αντικείμενα :

α) Βιβλία και δημοσιεύματα που προορίζονται για τις βιβλιοθήκες τα όποια υπάγονται στην παραγρ. 5 του παρόντος Πρωτοκόλλου.

β) Κοινοβουλευτικά ή διοικητικά επίσημα έγγραφα, δημοσιευμένα στη χώρα από την οποία προέρχονται.

γ) Βιβλία και δημοσιεύματα του 'Οργανισμού 'Ηνωμένων 'Εθνών και των ειδικευμένων οργανώσεών του.

δ) Βιβλία και δημοσιεύματα που χρησιμοποιούνται από την 'Οργάνωση τών Η.Ε. για την εκπαίδευση, την επιστήμη και τον πνευματικό πολιτισμό και τα όποια διανέμονται δωρεάν με τη φροντίδα ή τον έλεγχο της και δέν μπορούν να διατεθούν προς πώληση.

ε) Δημοσιεύματα που έχουν σκοπό να ενθαρρύνουν τον τουρισμό σε άλλες χώρες κι' όχι στη χώρα εισαγωγής και στέλνονται και διανέμονται δωρεάν.

στ) 'Αντικείμενα για τους τυφλούς και άλλα μειονεκτικά από φυσική και διανοητική άποψη πρόσωπα :

α. Βιβλία έντυπα και κάθε είδους ανάγλυφο πληροφοριακό υλικό για τυφλούς.

β. "Άλλα αντικείμενα που έχουν σχεδιασθεί ειδικά για την εκπαιδευτική, επιστημονική και πνευματική ανάπτυξη τών τυφλών κι' άλλων φυσικά ή διανοητικά μειονεκτικών ατόμων, τα όποια εισάγονται κατευθείαν από τα ιδρύματα ή τους οργανισμούς που τους εξασφαλίζουν εκπαίδευση ή τους παρέχουν βοήθεια και είναι εξουσιοδοτημένα από τις αρμόδιες αρχές της χώρας εισαγωγής να εισάγουν τα αντικείμενα άτελώς.

III

4. Τα Συμβαλλόμενα Κράτη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να μὴν επιβάλλουν στα αντικείμενα και στα υλικά που αναφέρονται στα παραρτήματα του παρόντος Πρωτοκόλλου, τους τελωνειακούς δασμούς, τις εισαγωγικές ή εξαγωγικές επιβαρύνσεις ή οποιοσδήποτε άλλες έσωτερικές επιβαρύνσεις, οι όποιες επιβάλλονται στα αντικείμενα και υλικά αυτά όταν προορίζονται για εξαγωγή σε άλλα Συμβαλλόμενα Κράτη.

IV

5. Τα Συμβαλλόμενα Κράτη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να επέκτεινουν τη χορήγηση του συναλλάγματος και/ή τών απαραίτητων αδειών ή όποια προβλέπεται στο άρθρο II παραγρ. 1 της Συμφωνίας, στην εισαγωγή τών παρακάτω αντικειμένων :

α) Βιβλία κι' έντυπα για τις βιβλιοθήκες δημόσιες χρήσεως, και συγκεκριμένα :

α. 'Εθνικές βιβλιοθήκες και άλλες βασικές βιβλιοθήκες έρευνας.

β. Γενικές και ειδικές πανεπιστημιακές βιβλιοθήκες, συμπεριλαμβανομένων τών βιβλιοθηκών πανεπιστημίων, πανεπιστημιακών κολλεγίων, ίνστιτούτων και πανεπιστημιακών βιβλιοθηκών που είναι ελεύθερες για τὸ κοινό.

γ. Δημόσιες βιβλιοθήκες.

δ. Σχολικές βιβλιοθήκες.

ε. Ειδικευμένες βιβλιοθήκες στην ύπηρεσία μίας ομάδας αναγνώστων που αποτελούν μία ένότητα με ιδιαίτερους και ταυτόσημους τομείς ενδιαφέροντος μίας δημόσιας διοικήσεως, οι βιβλιοθήκες επιχειρήσεων και οι βιβλιοθήκες επαγγελματιών ένώσεων.

στ. Βιβλιοθήκες για μειονεκτικά άτομα και για τη χρήση προσώπων που αδυνατούν να μετακινηθούν, όπως οι βιβλιοθήκες για τυφλούς, οι βιβλιοθήκες νοσοκομείων και οι βιβλιοθήκες φυλακών.

ζ. Βιβλιοθήκες μουσικής καθώς και δισκοθήκες.

β) Βιβλία που έχουν υιοθετηθεί ή συστηθεί ως έγχειρίδια στα 'Ανώτατα 'Εκπαιδευτικά 'Ιδρύματα και εισάγονται από τα ιδρύματα αυτά.

γ) Βιβλία ξενόγλωσσα, με εξαίρεση τα βιβλία που είναι γραμμένα στην ή στις κύριες τοπικές γλώσσες της χώρας εισαγωγής.

δ) Κινηματογραφικά έργα, διαφάνειες, ταινίες βίντεο και μαγνητοταινίες εκπαιδευτικού, επιστημονικού ή μορφωτικού χαρακτήρα που εισάγονται από τους οργανισμούς που έχουν εξουσιοδοτηθεί από τις αρμόδιες αρχές της χώρας εισαγωγής να εισάγουν τα αντικείμενα αυτά άτελώς.

V

6. Τα Συμβαλλόμενα Κράτη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να επέκτεινουν τη χορήγηση τών διευκολύνσεων που προβλέπονται στο άρθρο III της Συμφωνίας στο υλικό και στον έξοπλισμό που εισάγονται για να χρησιμοποιηθούν αποκλειστικά στο πλαίσιο μίας δημόσιας εκθέσεως αντικειμένων εκπαιδευτικού, επιστημονικού ή μορφωτικού χαρακτήρα εξουσιοδοτημένης από τις αρμόδιες αρχές της χώρας εισαγωγής και τα όποια πρόκειται να επανεξαχθούν περαιτέρω.

7. Καμμία διάταξη της προηγούμενης παραγράφου δέν θα έμποδίσει τις αρχές της χώρας εισαγωγής να πάρουν τα απαραίτητα μέτρα για να εξασφαλίσουν ότι τὸ άνωτέρω υλικό και ο έξοπλισμός θα επανεξαχθούν μετά τὸ τέλος της εκθέσεως.

VI

8. Τα Συμβαλλόμενα Κράτη αναλαμβάνουν την υποχρέωση :

(α) Να επέκτεινουν στην εισαγωγή τών αντικειμένων που προβλέπονται στο παρόν πρωτόκολλο, τις διατάξεις του άρθρου IV της Συμφωνίας.

(β) Να ενθαρρύνουν με τα κατάλληλα μέτρα την κυκλοφορία και τη διανομή τών αντικειμένων και τών υλικών εκπαιδευτικού, επιστημονικού και μορφωτικού χαρακτήρα τα όποια παράγονται στις υπό ανάπτυξη χώρες.

VII

9. Καμμία διάταξη του παρόντος Πρωτοκόλλου δέν μπορεί να άναιρέσει τὸ δικαίωμα τών Συμβαλλομένων Κρατῶν να πάρουν, με βάση τις εθνικές τους νομοθεσίες, μέτρα που άποσκοπούν στην απαγόρευση ή στον περιορισμό της εισαγωγής ή της κυκλοφορίας μετά από την εισαγωγή τους, όρισμένων αντικειμένων, εφόσον τα μέτρα αυτά βασίζονται σε λόγους οι όποιοι άνάγονται άμεσα στην εθνική ασφάλεια, στην ήθικη ή στη δημόσια τάξη του Συμβαλλόμενου Κράτους.

10. 'Ανεξάρτητα από την ύπαρξη όποιωνδήποτε άλλων διατάξεων του παρόντος Πρωτοκόλλου, μία χώρα υπό ανάπτυξη, ή όποια έχει άποκτήσει τὸ χαρακτηρισμό αυτό από τη χρήση που έχει καθιερωθεί από τη Γεν. Συνέλευση τών Η.Ε. και ή όποια είναι μέρος του Πρωτοκόλλου αυτού, μπορεί να άναστέλλει ή να περιορίσει τις υποχρεώσεις που άπορρέουν από αυτό τὸ Πρωτόκολλο και άφορούν την εισαγωγή κάθε αντικειμένου ή υλικού, εάν ή εισαγωγή αυτή προκαλεί ή άπειλεί να προκαλέσει σοβαρή ζημία στη νεαρή βιομηχανία της υπό ανάπτυξη χώρας. 'Η εν λόγω χώρα θα εφαρμόσει τὸ μέτρο αυτό έτσι ώστε να μὴ γίνονται διακρίσεις. Θα πληροφορεί τὸ Γεν. Δ/ντή της 'Οργανώσεως τών 'Ηνωμένων 'Εθνών για την εκπαίδευση, την επιστήμη και τη μόρφωση για κάθε τέτοιο μέτρο, προτού τεθεί σε ίσχύ, όσο είναι δυνατό, και ο Γεν. Δ/ντής της 'Οργανώσεως τών Η.Ε. για την εκπαίδευση, την επιστήμη και τη μόρφωση θα πληροφορεί όλα τα μέρη του Πρωτοκόλλου.

11. Τὸ παρόν Πρωτόκολλο δέν θα καταφέρει κτύπημα ούτε θα επιφέρει μετατροπές στους νόμους και στους κανονισμούς ενός συμβαλλόμενου Κράτους ούτε στις συνθήκες, συμβάσεις, συμφωνίες ή διακηρύξεις τις όποιες θα έχει υπογράψει ένα συμβαλλόμενο Κράτος, σε ό,τι άφορά την προστασία του συγγραφικού δικαιώματος ή της βιομηχανι-

κῆς ιδιοκτησίας, καθώς και στὰ διπλώματα εύρεσιτεχνίας και στὰ σήματα έργοστασιών.

12. Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη αναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωση νὰ προσφεύγουν στὴν ὁδὸ τῶν διαπραγματεύσεων ἢ τῆς συμφιλιώσεως γιὰ νὰ ρυθμίζουν κάθε διαφορά σχετικὴ μὲ τὴν έρμηνεία ἢ τὴν ἐφαρμογὴ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου μὲ τὴν ἐπιφύλαξη τῶν παλαιότερων συμβατικῶν διατάξεων πού ἐνδεχομένως ἔχουν ὑπογράψει σχετικὰ μὲ τὸ διακανονισμό τῶν συγκρούσεων πού θὰ μπορούσαν νὰ ἐπέλθουν μεταξύ τους.

13. Σὲ περίπτωση ἀμφισβητήσεως μεταξύ συμβαλλόμενων κρατῶν γιὰ τὸν εκπαιδευτικὸ, ἐπιστημονικὸ ἢ μορφωτικὸ χαρακτήρα ἐνὸς εἰσαγομένου ἀντικειμένου, τὰ ἐνδιαφερόμενα μέρη θὰ μπορούσαν, μὲ κοινὴ συμφωνία, νὰ ζητήσουν συμβουλευτικὴ γνωμοδότηση ἀπὸ τὸ Γενικὸ Διευθυντὴ τῆς Ὁργανώσεως τῶν Η.Ε. γιὰ τὴν Ἐκπαίδευση, τὴν Ἐπιστήμη καὶ τὴ Μόρφωση.

VIII

14. α) Τὸ παρὸν Πρωτόκολλο, τοῦ ὁποῦ τοῦ ἀγγλικὸ καὶ γαλλικὸ κείμενο εἶναι ἐξίσου αὐθεντικά, θὰ φέρει τὴ σημερινὴ ἡμερομηνία καὶ θὰ εἶναι ἀνοικτὸ στὴν προσχώρηση κάθε Κράτους-Μέρους τῆς Συμφωνίας, καθώς καὶ στὴν προσχώρηση τῶν τελωνειακῶν ἢ οικονομικῶν ἐνώσεων, μὲ τὴν ἐπιφύλαξη ὅτι ὅλα τὰ Κράτη-μέλη ἀπὸ τὰ ὁποῖα ἀπαρτίζονται αὐτὲς οἱ ἐνώσεις, θὰ εἶναι ἐπίσης μέρη τοῦ ἴδιου Πρωτοκόλλου.

Οἱ ὅροι «Κράτος» ἢ «Χώρα» οἱ ὁποῖοι χρησιμοποιοῦνται στὸ παρὸν Πρωτόκολλο ἢ στὸ Πρωτόκολλο γιὰ τὸ ὁποῖο γίνεται λόγος στὴν παράγραφο 18, νοοῦνται ὅτι ἀναφέρονται, ἀνάλογα μὲ τὰ συμφραζόμενα, τόσο στὶς τελωνειακὲς ἢ οικονομικὲς ἐνώσεις ὅσο καὶ σὲ ὅλα τὰ θέματα τὰ ὁποῖα ἀνάγονται στὴ δικαιοδοσία τῶν ἐνώσεων αὐτῶν λαμβανομένου ὑπόψη τοῦ πεδίου ἐφαρμογῆς τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου στὸ σύνολο τῶν ἐπικρατειῶν τῶν Κρατῶν-μελῶν πού τὶς ἀποτελοῦν καὶ ὄχι στὴν ἐπικράτεια καθενὸς ἀπὸ τὰ Κράτη.

Ἐννοεῖται ὅτι ὅταν οἱ τελωνειακὲς ἢ οικονομικὲς αὐτὲς ἐνώσεις γίνουν συμβαλλόμενα Μέρη στὸ παρὸν Πρωτόκολλο, θὰ ἐφαρμόζουν καὶ τὶς διατάξεις τῆς Συμφωνίας πάνω στὴν ἴδια βάση μὲ ἐκείνη ἢ ὁποῖα προβλέπεται στὴν προηγούμενη παράγραφο, σὲ ὅτι, ἀφορᾷ τὸ Πρωτόκολλο.

β) Τὸ παρὸν Πρωτόκολλο θὰ ὑποβληθεῖ γιὰ κύρωση ἢ γιὰ ἀποδοχὴ ἀπὸ τὰ Κράτη πού θὰ ὑπογράψουν σύμφωνα μὲ τὴ συνταγματικὴ διαδικασία τους.

γ) Τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς θὰ κατατίθενται στὸ Γενικὸ Γραμματεῖα τοῦ Ὁργανισμοῦ Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

15. α) Ἡ προσχώρηση στὸ παρὸν Πρωτόκολλο ἀπὸ τὰ Κράτη γιὰ τὰ ὁποῖα γίνεται λόγος στὴν παράγραφο 14α καὶ δὲν ἔχουν ὑπογράψει τὸ παρὸν Πρωτόκολλο εἶναι δυνατή.

β) Ἡ προσχώρηση θὰ γίνεται μὲ τὴν κατάθεση ἐνὸς ἀκριβοῦς ὄργανου στὸ Γενικὸ Γραμματεῖα τοῦ Ὁργανισμοῦ Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

16. α) Τὰ Κράτη πού ἀναφέρονται στὴν παράγραφο 14α τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου θὰ μπορούν κατὰ τὴ στιγμὴ τῆς ὑπογραφῆς, τῆς ἐπικυρώσεως, τῆς ἀποδοχῆς ἢ τῆς προσχωρήσεως νὰ δηλώσουν ὅτι δὲν δεσμεύονται ἀπὸ τὸ μέρος II, τὸ μέρος IV, τὸ παράρτημα Γ.1, τὸ παράρτημα ΣΤ, τὸ παράρτημα Ζ καὶ τὸ παράρτημα Η ἢ ἀπὸ ὁποιοδήποτε ἀπὸ αὐτὰ τὰ μέρη ἢ παραρτήματα. Μποροῦν ἐπίσης νὰ δηλώσουν ὅτι δὲν θὰ δεσμεύονται ἀπὸ τὸ παράρτημα Γ.1 παρὰ μόνον ἀπέναντι τῶν συμβαλλόμενων Κρατῶν πού θὰ ἔχουν ἀποδεχθεῖ τὸ παράρτημα αὐτό.

β) Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος τὸ ὁποῖο ἔχει κάνει μιὰ τέτοια δήλωση μπορεῖ ἀνὰ πᾶσα στιγμὴ νὰ τὴν ἀνακαλέσει ὀλικὰ ἢ μερικὰ μὲ μιὰ κοινοποίησή ἢ ὁποῖα θὰ ἀπευθύνεται στὸ Γενικὸ Γραμματεῖα τοῦ Ὁργανισμοῦ Ἠνωμένων Ἐθνῶν

καθορίζοντας τὴν ἡμερομηνία κατὰ τὴν ὁποῖα ἀρχίζει νὰ ἰσχύει αὐτὴ ἢ ἀνάκλησή.

γ) Τὰ Κράτη πού θὰ ἔχουν δηλώσει σύμφωνα μὲ τὴν παράγραφο α τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου ὅτι δὲν θὰ δεσμεύονται ἀπὸ τὸ παράρτημα Γ1 θὰ δεσμεύονται ὑποχρεωτικὰ ἀπὸ τὸ παράρτημα Γ2. Αὐτὰ πού θὰ ἔχουν δηλώσει ὅτι δὲν θὰ δεσμεύονται ἀπὸ τὸ παράρτημα Γ1 παρὰ μόνον ἀπέναντι τῶν συμβαλλόμενων Κρατῶν πού θὰ ἔχουν ἀποδεχθεῖ τὸ παράρτημα αὐτό, θὰ δεσμεύονται ὑποχρεωτικὰ ἀπὸ τὸ παράρτημα Γ2 ἀπέναντι τῶν συμβαλλόμενων κρατῶν πού δὲν θὰ ἔχουν ἀποδεχθεῖ τὸ παράρτημα Γ1.

17. α) Τὸ παρὸν πρωτόκολλο θὰ τεθεῖ σὲ ἰσχύ 6 μῆνες μετὰ ἀπὸ τὴν ἡμέρα κατὰ τὴν ὁποῖα θὰ κατατεθεῖ τὸ πέμπτο ὄργανο ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως στὸ Γεν. Γραμματεῖα τῶν Ἠνωμ. Ἐθνῶν.

β) Θὰ τεθεῖ σὲ ἰσχύ γιὰ κάθε ἄλλο Κράτος ἕξ μῆνες μετὰ ἀπὸ τὴν ἡμέρα πού θὰ κατατεθεῖ τὸ ὄργανο ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεώς του.

γ) Ἐνα μῆνα ἀφοῦ ἐκπνεύσουν οἱ προθεσμίες πού προβλέπονται στὶς παραγράφους α καὶ β αὐτῆς τῆς παραγράφου τὰ Κράτη πού εἶναι συμβαλλόμενα Μέρη στὸ παρὸν Πρωτόκολλο θὰ ὑποβάλουν στὴν Ὁργάνωση τῶν Ἠνωμ. Ἐθνῶν γιὰ τὴν ἐκπαίδευση, τὴν ἐπιστήμη καὶ τὴ μόρφωση ἀναφορὰ γιὰ τὰ μέτρα πού θὰ ἔχουν λάβει γιὰ τὴν πλήρη ὑλοποίησή του.

δ) Ἡ Ὁργάνωση τῶν Η.Ε. γιὰ τὴν ἐκπαίδευση, τὴν ἐπιστήμη καὶ τὴ μόρφωση θὰ διαβιβάσει τὴν ἀναφορὰ αὐτὴ σὲ ὅλα τὰ Κράτη-Μέρη τοῦ Πρωτοκόλλου.

18. Τὸ Πρωτόκολλο, τὸ ὁποῖο ἐπισυνάπτεται στὴ Συμφωνία καὶ ἀποτελεῖ ἀναπόσπαστο τμῆμα τῆς, ὅπως προβλέπεται στὸ ἄρθρο XVII τῆς Συμφωνίας αὐτῆς, ἀποτελεῖ ἐπίσης ἀναπόσπαστο τμῆμα τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου καὶ ἐφαρμόζεται πάνω στὶς ὑποχρεώσεις οἱ ὁποῖες ἀπορρέουν ἀπὸ αὐτὸ καὶ στὰ προϊόντα τὰ ὁποῖα σὲ αὐτὸ προβλέπονται.

19. α) Ὅταν ἐκπνεύσει προθεσμία δύο μηνῶν ἀφότου τεθεῖ σὲ ἰσχύ τὸ παρὸν Πρωτόκολλο, κάθε συμβαλλόμενο Κράτος θὰ μπορεῖ νὰ καταγγεῖλει τὸ πρωτόκολλο αὐτὸ μὲ ἔγγραφη πράξη ἢ ὁποῖα θὰ κατατίθεται στὸ Γεν. Γραμματεῖα τοῦ Ὁργανισμοῦ Η.Ε.

β) Ἡ καταγγελία θὰ ὑλοποιεῖται ἕνα χρόνο μετὰ ἀπὸ τὴν ἀποδοχὴ αὐτῆς τῆς πράξεως καταγγελίας.

γ) Ἡ καταγγελία τῆς Συμφωνίας, σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο τῆς XIV, θὰ συνεπάγεται καταγγελία τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου.

20. Ὁ Γεν. Γραμματεῖα τοῦ Ὁργανισμοῦ Ἠνωμένων Ἐθνῶν θὰ πληροφορεῖ τὰ Κράτη πού προβλέπονται στὴν παράγραφο 14α καθώς καὶ τὴν ὄργάνωση τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν γιὰ τὴν ἐκπαίδευση, τὴν ἐπιστήμη καὶ τὴ μόρφωση γιὰ τὴν κατάθεση ὅλων τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως πού ἀναφέρονται στὶς παραγράφους 14 καὶ 15, γιὰ τὶς δηλώσεις πού γίνονται ἢ ἀνακαλοῦνται βάσει τῆς παραγράφου 16, γιὰ τὶς ἡμερομηνίες θέσεως σὲ ἰσχύ αὐτοῦ τοῦ Πρωτοκόλλου σὲ ἐφαρμογὴ τῶν παραγράφων 17α καὶ 17β, καθώς καὶ γιὰ τὶς καταγγελίες πού προβλέπονται στὴν παράγραφο 19.

21. α) Τὸ παρὸν Πρωτόκολλο μπορεῖ νὰ ἀναθεωρηθεῖ ἀπὸ τὴ Γενικὴ Συνέλευση τῆς Ὁργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν γιὰ τὴν ἐκπαίδευση, τὴν ἐπιστήμη καὶ τὴ μόρφωση. Ἡ ἀναθεώρηση πάντως θὰ δεσμεύει μόνον ὅσα κράτη θὰ γίνουν Μέρη στὸ Πρωτόκολλο τοῦ ἀναθεωρημένου Πρωτοκόλλου.

β) Στὴν περίπτωση πού ἡ Γενικὴ Συνέλευση θὰ υιοθετοῦσε ἕνα νέο πρωτόκολλο πού θὰ ἐπέφερε ὀλικὴ ἢ μερικὴ ἀλλαγὴ τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου καὶ ὑπὸ τὴν προϋπόθεση ὅτι τὸ νέο Πρωτόκολλο θὰ εἶχε διαφορετικὲς διατάξεις, τὸ παρὸν Πρωτόκολλο θὰ ἔπαυε νὰ εἶναι ἀνοικτὸ στὴν ὑπογραφή, ἐπικύρωση, ἀποδοχὴ ἢ προσχώρηση ἀπὸ τὴν ἡμερομηνία θέσεως σὲ ἰσχύ τοῦ νέου ἀναθεωρημένου Πρωτοκόλλου.

22. Το παρόν Πρωτόκολλο δὲν τροποποιεῖ σὲ τίποτε τὴ Συμφωνία.

23. Τὰ παραρτήματα Α, Β, Γ1, Γ2, Δ, Ε, ΣΤ, Ζ καὶ Η εἶναι ἀναπόσπαστα τμήματα αὐτοῦ τοῦ Πρωτοκόλλου.

24. Σύμφωνα μετὰ τὸ ἄρθρο 102 τοῦ Χάρτη τῶν Ἑνωμ. Ἐθνῶν τὸ παρόν Πρωτόκολλο θὰ καταχωριστεῖ ἀπὸ τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Ὁργανισμοῦ Ἑνωμένων Ἐθνῶν κατὰ τὴν ἡμερομηνία κατὰ τὴν ὁποία τίθεται σὲ ἰσχύ.

Σὲ πιστοποίηση τῶν παραπάνω, οἱ ὑπογράφωντες, ἔχοντας τὴ δέουσα ἐξουσιοδότηση, ὑπέγραψαν τὸ παρόν πρωτόκολλο ἐξ ὀνόματος τῶν ἀντιστοίχων Κυβερνήσεων τους.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑΤΑ

Α'

Βιβλία, ἔντυπα καὶ ντοκουμέντα.

I. Βιβλία ἔντυπα, σὲ οποιαδήποτε γλώσσα καὶ ἂν ἔχουν τυπωθεῖ καὶ ἀνεξάρτητα ἀπὸ τὴ σπουδαιότητα τῆς εἰκονογραφῆσεως. Σὲ αὐτὰ συμπεριλαμβάνονται :

- α) Οἱ πολυτελεῖς ἐκδόσεις.
- β) Τὰ βιβλία ποὺ ἔχουν τυπωθεῖ στὸ ἐξωτερικὸ μὲ βάση τὸ χειρόγραφο συγγραφέα ὁ ὁποῖος διαμένει στὴ χώρα εἰσαγωγῆς.
- γ) Τὰ λευκώματα γιὰ ἰχνογράφηση ἢ χρωμάτισμα ποὺ προορίζονται γιὰ παιδιὰ.
- δ) Τὰ βιβλία ἀσκήσεως (βιβλία - τετράδια) ποὺ προορίζονται γιὰ μαθητὲς καὶ τὰ ὁποῖα ἐκτὸς ἀπὸ τυπωμένο κείμενο ἔχουν καὶ κενὰ τὰ ὁποῖα πρέπει νὰ συμπληρωθοῦν ἀπὸ τοὺς μαθητὲς.
- ε) Οἱ συλλογὲς σταυρολέξων οἱ ὁποῖες περιλαμβάνουν τυπωμένο κείμενο.
- στ) Οἱ μεμονωμένες εἰκόνες καὶ οἱ δεμένες ἢ μὲ μορφή χωριστῶν φύλλων ἔντυπες σελίδες καθὼς καὶ τὰ δοκίμια πάνω σὲ χαρτὶ ἢ φιλμ, τὰ ὁποῖα προορίζονται γιὰ τὴν παραγωγή βιβλίων.

II. Ἐντυπα βιβλία ἢ δημοσιεύματα μὴ ἐμπορικῆς χαρακτῆρα.

III. Μικρο-αναπαραγωγή τῶν ἀντικειμένων τὰ ὁποῖα ἀναφέρονται στὶς παραγράφους I καὶ II τοῦ παρόντος παραρτήματος καθὼς καὶ μικρο-αναπαραγωγὲς τῶν ἀντικειμένων τὰ ὁποῖα ἀναφέρονται στὶς παραγράφους I ἕως VI τοῦ Α' παραρτήματος τῆς Συμφωνίας.

IV. Κατάλογοι φιλμ, ἠχητικῶν ἐγγραφῶν καὶ κάθε ἄλλου ὀπτικο-ακουστικοῦ ὕλικου μὲ ἐκπαιδευτικὸ, ἐπιστημονικὸ ἢ μορφωτικὸ χαρακτῆρα.

V. Χάρτες ποὺ ἐνδιαφέρουν ἐπιστημονικοὺς τομεῖς ὅπως ἡ γεωλογία, ζωολογία, βοτανική, ὀρυκτολογία, παλαιοντολογία, ἀρχαιολογία, ἐθνολογία, μετεωρολογία, κλιματολογία καὶ γεωφυσική καθὼς καὶ μετεωρολογικὰ καὶ γεωφυσικὰ διαγράμματα.

VI. Σχέδια καὶ ἰχνογραφῆματα ἀρχιτεκτονικὰ ἢ μὲ βιομηχανικὸ ἢ τεχνικὸ χαρακτῆρα καὶ οἱ μικρο-αναπαραγωγὲς τους.

VII. Διαφημιστικὸ ὕλικὸ βιβλιογραφικῆς πληροφορήσεως τὸ ὁποῖο προορίζεται νὰ διανεμηθεῖ δωρεάν.

Β'

Καλλιτεχνήματα καὶ κομμάτια συλλογῶν ἐκπαιδευτικοῦ, ἐπιστημονικοῦ ἢ μορφωτικοῦ χαρακτῆρα.

I. Ζωγραφικὸι πίνακες καὶ σχέδια, ἀνεξάρτητα ἀπὸ τὴ φύση τῶν ὕλικῶν πάνω στὰ ὁποῖα ἔγινε, μὲ τὸ χέρι, ἢ συνολικὴ ἐπεξεργασία τους. Ἐδῶ συμπεριλαμβάνονται καὶ τὰ χειροποίητα ἀντίγραφα, ἐνῶ τὰ διακοσμημένα ἀντικείμενα ποὺ ἔχουν κατασκευαστεῖ μὲ βιοτεχνικὸ τρόπο ἀποκλείονται.

II. Πρωτότυπα καλλιτεχνήματα ἀπὸ κεραμικὸ ἢ μωσαϊκὸ σὲ ξύλο.

III. Κομμάτια συλλογῶν καὶ ἔργα τέχνης ποὺ προορίζονται γιὰ μούσεια, πινακοθήκες καὶ ἄλλα ἰδρύματα ἐξου-

σιοδοτημένα ἀπὸ τὶς ἀρμόδιες ἀρχὲς τῆς χώρας εἰσαγωγῆς νὰ εἰσάγουν τὰ ἀντικείμενα αὐτὰ ἀτελῶς, μὲ τὴν ἐπιφύλαξη ὅτι δὲν θὰ μποροῦν νὰ πουληθοῦν.

Γ1

Ὀπτικὸ καὶ ἀκουστικὸ ὕλικό.

I. Ταινίες*, σταθερὲς ταινίες, μικρο-αναπαραγωγὲς καὶ διαφάνειες.

II. Ἠχογραφήσεις.

III. Μοντέλα, μκέτες καὶ πίνακες τοῖχου μὲ ἐκπαιδευτικὸ, ἐπιστημονικὸ καὶ μορφωτικὸ χαρακτῆρα. Οἱ μακέτες-παιχνίδια ἀποκλείονται.

IV. Ἄλλο ὀπτικο-ακουστικὸ ὕλικό, ὅπως :

α) Ταινίες βίντεο, ταινίες κινητοσκοπικὲς (κινεσκόπ), δίσκοι βίντεο, βιντεογραφήματα καὶ ἄλλες μορφὲς ἐγγραφῆς τοῦ ἤχου καὶ τῆς εἰκόνας.

β) Μικρο-καρτέλλες, μικρο-δελτία καὶ μαγνητικὰ ἢ ἄλλα στηρίγματα ποὺ χρησιμοποιοῦνται ἀπὸ τὶς ὑπηρεσίες πληροφορήσεως καὶ τεκμηρίωσης μὲσω ἠλεκτρονικῶν προγραμματιστῶν.

γ) Ὑλικὸ προγραμματισμένης ἐκπαιδεύσεως μὲ μορφή, μερικὲς φύλδες προθηκῶν, ποὺ συνοδεύονται ἀπὸ ἀντίστοιχο ἔντυπο ὕλικό συμπεριλαμβανομένου τοῦ ὕλικου μὲ μορφή βίντεο-κασέτας ἢ ἀπλῆς κασέτας.

δ) Διαφάνειες. Σ' αὐτὲς περιλαμβάνονται καὶ ὅσες προορίζονται γιὰ ἐπευθείας προβολὴ ἢ γιὰ ἀνάγνωση μὲ ὀπτικὴ συσκευή.

ε) «Ὀλογραφήματα» γιὰ προβολὴ μὲ λέιζερ.

στ) Μακέτες ἢ ὀπτικὰ μοντέλα σὲ σμίκρυνση ποὺ ἀνάγονται σὲ ἀφηρημένες συλλήψεις, ὅπως μοριακὲς δομὲς ἢ μαθηματικὸς τύπους.

ζ) Παιχνίδια μὲ ποικίλους τρόπους παρουσιάσεως («μουλτιμέντια»).

η) Ὑλικὰ τουριστικῆς προπαγάνδας — συμπεριλαμβανομένων καὶ ἐκείνων τὰ ὁποῖα παράγονται ἀπὸ ἰδιωτικὲς ἐπιχειρήσεις — τὰ ὁποῖα καλοῦν τὸ κοινὸ νὰ πραγματοποιήσῃ ταξίδια ἔξω ἀπὸ τὴ χώρα εἰσαγωγῆς.

Οἱ ἀπαλλαγὲς οἱ ὁποῖες προβλέπονται στὸ παρόν παράρτημα Γ1 δὲν θὰ ἐφαρμοστοῦν στὰ ἀκόλουθα ἀντικείμενα :

α) «Παρθένα» στηρίγματα μικρο-αναπαραγωγῶν καὶ «παρθένα» στηρίγματα ὀπτικο-ακουστικῶν ἐγγραφῶν καθὼς καὶ ἡ εἰδικὴ συσκευασία τους, ὅπως κιβώτια, κουτιά, μομπίνες.

β) Ὀπτικὲς καὶ ἀκουστικὲς ἐγγραφὲς — ἀπὸ τὶς ὁποῖες ἀποκλείονται ὅσα ὕλικὰ τουριστικῆς προπαγάνδας ὑπάγονται στὴν κατηγορία η) τῆς παραγράφου IV — ποὺ παράγονται κυρίως γιὰ σκοποὺς ἐμπορικῆς προπαγάνδας ἀπὸ μιὰ ἰδιωτικὴ ἐμπορικὴ ἐπιχείρηση ἢ γιὰ μιὰ ἰδιωτικὴ ἐμπορικὴ ἐπιχείρηση.

γ) Ὀπτικὲς καὶ ἀκουστικὲς ἐγγραφὲς στὶς ὁποῖες ἡ διαφήμιση ὑπερβαίνει τὸ 25% τῆς διάρκειάς τους. Στὴν περίπτωσι τῶν ἀντικειμένων τουριστικῆς προπαγάνδας ἢ ὁποῖα ἀναφέρεται στὸ η) τῆς παραγράφου IV τὸ ποσοστὸ αὐτὸ ἀφορᾷ μόνον τὴν ἰδιωτικὴ διαφήμιση.

Γ2

Ὀπτικὸ καὶ ἀκουστικὸ ὕλικό ἐκπαιδευτικοῦ, ἐπιστημονικοῦ ἢ μορφωτικοῦ χαρακτῆρα.

Μὲ τὴν ἐπιφύλαξη ὅτι θὰ εἰσάγεται ἀπὸ ὄργανισμοὺς (στοὺς ὁποῖους συμπεριλαμβάνονται ἀνάλογα μὲ τὴν ἐπι-

*Ἡ ἀτελής εἰσαγωγὴ κινηματογραφικῶν ταινιῶν ποὺ παρουσιάζονται καὶ ἐμφανίζονται γιὰ νὰ τὶς προβάλει καὶ νὰ τὶς ἐκμεταλλεῖ τὸ δημόσιο, μπορεῖ νὰ περιοριστεῖ στὰ ἀρνητικὰ μὲ τὴν προϋπόθεση ὅτι ὁ περιορισμὸς αὐτὸς δὲν ἐφαρμόζεται στὶς ταινίες (συμπεριλαμβανομένων τῶν ἐπικαιρῶν) ποὺ γίνονται δεκτὲς ἀτελῶς, βάσει τῶν διατάξεων τοῦ παραρτήματος Γ2 τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου.

θυμία τῆς χώρας εἰσαγωγῆς οἱ ὀργανισμοὶ ραδιοφωνίας καὶ τηλεοράσεως) ἢ ἀπὸ ὁποιοδήποτε ἄλλο ἴδρυμα ἢ ἔνωση, δημόσια ἢ ἰδιωτικά, ἐξουσιοδοτημένα ἀπὸ τὶς ἀρμόδιες ἀρχὲς τῆς χώρας εἰσαγωγῆς νὰ τὸ εἰσάγουν ἀτελῶς, ἢ ὅτι θὰ παράγεται ἀπὸ τὸν Ὀργανισμὸ Ἑθνῶν ἢ ἀπὸ μία ἀπὸ τὶς εἰδικευμένες ὀργανώσεις του, ὀπτικὸ καὶ ἀκουστικὸ ὕλικὸ ἐκπαιδευτικῶν, ἐπιστημονικῶν ἢ μορφωτικῶν χαρακτήρα ὅπως :

- I. Ταινίες, σταθερὲς ταινίες, μικροταινίες καὶ διαφάνειες.
- II. Ταινίες ἐπικαίρων (μὲ ἢ χωρὶς ἤχο) ποὺ παρουσιάζουν γεγονότα ἐπικαίρα κατὰ τὴν ἐποχὴ τῆς εἰσαγωγῆς καὶ εἰσάγονται μὲ σκοπὸ νὰ ἀναπαραχθοῦν εἴτε ὡς ἀρνητικά, ἐκτυπωμένα καὶ ἐμφανισμένα, εἴτε ὡς θετικά, ἐκτεθειμένα καὶ ἐμφανισμένα. Ἡ ἀτέλεια μπορεῖ νὰ περιορίζεται σὲ δύο κόπιες γιὰ κάθε ταινία.
- III. Ταινίες ἀπὸ ἀρχεῖα (μὲ ἢ χωρὶς ἤχο) ποὺ προορίζονται νὰ συνοδεύουν ταινίες ἐπικαίρων.
- IV. Ψυχαγωγικὲς ταινίες κατάλληλες ἰδίως γιὰ παιδιὰ καὶ νέους.
- V. Ἠχογραφήσεις.
- VI. Ταινίες βίντεο, ταινίες κινητοσκοπικὲς (κινεσκόπ), δίσκοι βίντεο, βιντεογραφήματα καὶ ἄλλες μορφὲς ἐγγραφῆς τοῦ ἤχου καὶ τῆς εἰκόνας.
- VII. Μικρο-καρτέλες, μικρο-δελτία καὶ μαγνητικὰ ἢ ἄλλα στηρίγματα τὰ ὁποῖα χρησιμοποιοῦνται ἀπὸ τὶς ὑπηρεσίαις πληροφορήσεως καὶ τεκμηριώσεως μέσω ἠλεκτρονικῶν προγραμματιστῶν.
- VIII. Ὑλικὸ προγραμματισμένης ἐκπαίδευσως, μερικὲς φορὲς σὲ μορφή προθηκῶν ποὺ συνοδεύεται ἀπὸ ἀντίστοιχο ἔντυπο ὕλικὸ, συμπεριλαμβανομένου καὶ τοῦ ὕλικου μὲ μορφή βιντεοκασέτας ἢ ἀπλῆς κασέτας.
- IX. Διαφάνειες. Σ' αὐτὲς περιλαμβάνονται ὅσες προορίζονται γιὰ ἀπευθείας προβολὴ ἢ ἀνάγνωση μὲ ὀπτικὴ συσκευή.
- X. «Ὀλογραφήματα» γιὰ προβολὴ μὲ λέιζερ.
- XI. Μακέτες ἢ ὀπτικὰ μοντέλα σὲ σμίκρυνση ποὺ ἀνάγονται σὲ ἀφηρημένες συλλήψεις, ὅπως μοριακὲς δομὲς ἢ μαθηματικὸς τύπος.
- XII. Παιχνίδια μὲ ποικίλους τρόπους παρουσιάσεως («μουλτιμέδτια»).

Δ'

Ἐπιστημονικὰ ὄργανα καὶ συσκευές.

- I. Ἐπιστημονικὰ ὄργανα καὶ συσκευές μὲ τὴν ἐπιφύλαξη ὅτι :
 - α) Θὰ προορίζονται γιὰ δημόσια ἢ ἰδιωτικὰ ἐκπαιδευτικὰ ἴδρυματα, ἐξουσιοδοτημένα ἀπὸ τὶς ἀρμόδιες ἀρχὲς τῆς χώρας εἰσαγωγῆς νὰ εἰσάγουν τὰ παραπάνω ἀντικείμενα ἀτελῶς. Τὰ ἀντικείμενα αὐτὰ πρέπει νὰ χρησιμοποιοῦνται γιὰ μὴ ἐμπορικὸς σκοπὸς, ὑπὸ τὸν ἔλεγχον καὶ τὴν εὐθύνη τῶν ἀνωτέρων ἰδρυμάτων.
 - β) Δὲν κατασκευάζονται πρὸς τὸ παρὸν στὴ χώρα εἰσαγωγῆς ὄργανα ἢ συσκευές ἰσοδύναμης ἐπιστημονικῆς ἀξίας.
- II. Ἀνταλλακτικά, εἰδικὰ στοιχεῖα ἢ ἐξαρτήματα ποὺ προσαρμύζονται στὰ ἐπιστημονικὰ ὄργανα ἢ συσκευές ἐφόσον τὰ παραπάνω ἀνταλλακτικά, στοιχεῖα ἢ ἐξαρτήματα εἰσάγονται ταυτόχρονα μὲ αὐτὰ τὰ ὄργανα ἢ ἐὰν εἰσάγονται μὲν χρονικὰ μεταγενέστερα εἶναι ὅμως πρόδηλο ὅτι προορίζονται γιὰ ὄργανα ἢ συσκευές ποὺ ἔχουν γίνῃ προηγουμένως δεκτὰ ἀτελῶς ἢ μποροῦν νὰ τύχουν τοῦ εὐεργετήματος τῆς ἀτέλειαις.
- III. Ἐργαλεῖα ποὺ χρησιμοποιοῦνται γιὰ τὴ συντήρηση, τὸν ἔλεγχον, τὴ ρύθμιση ἢ τὴν ἐπισκευὴ τῶν ἐπιστημονικῶν ὀργάνων, μὲ τὴν προϋπόθεση ὅτι τὰ ἐργαλεῖα αὐτὰ εἰσάγονται ταυτόχρονα μὲ τὰ παραπάνω ὄργανα ἢ συσκευές ἢ ἂν εἰσάγονται ἀργότερα νὰ εἶναι πρόδηλο ὅτι προορίζονται γιὰ ὄργανα ἢ συσκευές ποὺ ἔχουν γίνῃ προηγουμένως δεκτὰ

ἀτελῶς καὶ ἐπιπλέον νὰ μὴν κατασκευάζονται ἐργαλεῖα ἰσοδύναμης ἐπιστημονικῆς ἀξίας στὴ χώρα εἰσαγωγῆς.

Ε'

Ἀντικείμενα ποὺ προορίζονται γιὰ τοὺς τυφλοὺς καὶ ἄλλα μειονεκτικὰ ἄτομα.

I. Κάθε ἀντικείμενο ποὺ ἔχει ἐπινοηθεῖ εἰδικὰ γιὰ τὴν ἐκπαιδευτικὴ, ἐπιστημονικὴ ἢ μορφωτικὴ προαγωγή τῶν τυφλῶν καὶ εἰσάγεται κατευθείαν ἀπὸ ἴδρυματα ἢ ὀργανισμοὺς γιὰ τὴν ἐκπαίδευση ἢ βοήθεια τῶν τυφλῶν, τὰ ὁποῖα ἔχουν ἐξουσιοδοτηθεῖ ἀπὸ τὶς ἀρμόδιες ἀρχὲς τῆς χώρας εἰσαγωγῆς νὰ εἰσάγουν τὰ ἀντικείμενα αὐτὰ ἀτελῶς. Στὴν κατηγορία αὕτῃ περιλαμβάνονται :

- α) «Ὀμιλοῦντα» βιβλία (δίσκοι, κασέτες καὶ ἄλλες ἀναπαραγωγὲς τοῦ ἤχου), βιβλία μὲ μεγάλους χαρακτήρες.
- β) Ἡλεκτρόφωνα καὶ κασετόφωνα ποὺ ἔχουν ἐπινοηθεῖ εἰδικὰ ἢ προσαρμύστηκαν γιὰ τὶς ἀνάγκες τῶν τυφλῶν καὶ ἄλλων μειονεκτικῶν ἀτόμων καὶ εἶναι ἀπαραίτητα γιὰ τὴν ἀκρόαση τῶν «ὀμιλούντων» βιβλίων.
- γ) Οἱ συσκευές ποὺ ἐπιτρέπουν στοὺς τυφλοὺς καὶ στοὺς ἀμβλύοπες νὰ διαβάσουν τὰ κανονικὰ τυπωμένα κείμενα π.χ. οἱ ἠλεκτρονικὲς μηχανὲς ἀναγνώσεως, οἱ τηλε-μεγεθυντικὲς καὶ οἱ ὀπτικὲς ἐπιβοηθητικὲς μηχανὲς.
- δ) Ὁ ἐξοπλισμὸς ποὺ προορίζεται γιὰ τὴ μηχανοποιημένη ἢ αὐτοματοποιημένη παραγωγή ὕλικου γραφῆς μπράιγ καὶ ἠχογραφῆσεων, ὅπως οἱ διατρητικὲς μηχανὲς καὶ οἱ ἠλεκτρονικὲς μηχανὲς μεταγραφῆς καὶ ἐκτυπώσεως τῆς γραφῆς μπράιγ καὶ οἱ τεματικὲς ἠλεκτρονικῶν προγραμματιστῶν μὲ συστήματα παραγωγῆς ἐντύπων σὲ γραφὴ μπράιγ.
- ε) Τὸ χαρτὶ μπράιγ, οἱ μαγνητοταινίες καὶ οἱ κασέτες ποὺ προορίζονται γιὰ τὴν κατασκευὴ βιβλίων μπράιγ καὶ «ὀμιλούντων» βιβλίων.
- στ) Τὰ βοηθητικὰ ἐξαρτήματα ποὺ ἀποσκοποῦν στὴ διευκόλυνση τῆς κινητικότητος τῶν τυφλῶν, π.χ. οἱ ἠλεκτρονικὲς συσκευές προσανατολισμοῦ καὶ ἀνιχνεύσεως τῶν ἐμποδίων καὶ οἱ λευκὲς ράβδοι.

ζ) Τὰ βοηθητικὰ ἐξαρτήματα γιὰ τὴν ἐκπαίδευση, τὴν προσαρμογὴ καὶ τὴν ἐπαγγελματικὴ κατάρτιση καθὼς καὶ γιὰ τὴ χρῆση τῶν τυφλῶν, ὅπως τὰ ρολόγια μπράιγ, οἱ γραφομηχανὲς μπράιγ, τὰ παιδαγωγικὰ σύνεργα, συσκευές σχεδιασμένες εἰδικὰ γιὰ νὰ χρησιμοποιοῦνται ἀπὸ τοὺς τυφλοὺς.

II. Ὅλα τὰ ἀντικείμενα ποὺ ἔχουν ἐπινοηθεῖ εἰδικὰ γιὰ τὴν ἐκπαίδευση, χρῆση καὶ κοινωνικὴ προαγωγή τῶν ἄλλων μειονεκτικῶν, ἀπὸ φυσικὴ ἢ διανοητικὴ ἀποψῆ ἀτόμων, τὰ ὁποῖα εἰσάγονται κατευθείαν ἀπὸ ἴδρυματα ἢ ὀργανισμοὺς γιὰ τὴ μόρφωση ἢ τὴ βοήθεια πρὸς τὰ πρόσωπα αὐτὰ ἐξουσιοδοτημένα ἀπὸ τὶς ἀρμόδιες ἀρχὲς τῆς χώρας εἰσαγωγῆς νὰ εἰσάγουν τὰ ἀνωτέρω ἀντικείμενα ἀτελῶς, μὲ τὴν ἐπιφύλαξη ὅτι ἀντίστοιχα ἀντικείμενα δὲν κατασκευάζονται ἐπὶ τοῦ παρόντος στὴ χώρα εἰσαγωγῆς.

ΣΤ'

Ἀθλητικὰ εἶδη.

Ἀθλητικὰ εἶδη ποὺ προορίζονται ἀποκλειστικὰ γιὰ ἐρασιτεχνικὲς ἀθλητικὲς ἐνώσεις ἢ ομάδες, ἐξουσιοδοτημένες ἀπὸ τὶς ἀρμόδιες ἀρχὲς τῆς χώρας εἰσαγωγῆς νὰ εἰσάγουν τὰ ἀνωτέρω ἀντικείμενα ἀτελῶς, μὲ τὴν ἐπιφύλαξη ὅτι ἀντίστοιχα εἶδη δὲν κατασκευάζονται ἐπὶ τοῦ παρόντος στὴ χώρα εἰσαγωγῆς.

Ζ'

Ὅργανα καὶ ἄλλος μουσικὸς ἐξοπλισμὸς.

Ὅργανα καὶ ἄλλος μουσικὸς ἐξοπλισμὸς ποὺ προορίζονται

αποκλειστικά για πολιτιστικά ιδρύματα ή για σχολές μουσικής που έχουν εξουσιοδοτηθεί από τις αρμόδιες αρχές της χώρας εισαγωγής να εισάγουν τα παραπάνω αντικείμενα άτελώς, με την επιφύλαξη ότι επί του παρόντος αντίστοιχα όργανα και άλλα είδη δεν κατασκευάζονται στη χώρα εισαγωγής.

Η'

Υλες και μηχανήματα για την κατασκευή βιβλίων, έντυπων και ένημερωτικών μέσων.

I. Υλες για την κατασκευή βιβλίων, έντυπων και ένημερωτικών μέσων (χαρτόμαζα, χρησιμοποιημένο χαρτί, χαρτί έφημερίδας και άλλα είδη χαρτιού που χρησιμοποιούν στην εκτύπωση, τυπογραφικά μελάνια, κόλλες κ.λ.π.).

II. Μηχανήματα για την επεξεργασία του χαρτοπολτού και του χαρτιού. Μηχανήματα για την εκτύπωση και την βιβλιοδεσία με την επιφύλαξη ότι μηχανήματα ισοδύναμης τεχνικής αξίας δεν κατασκευάζονται επί του παρόντος στη χώρα εισαγωγής.

Άρθρο δεύτερο.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από την 1.1.1981, του δέ Πρωτοκόλλου όπως ορίζεται σ' αυτό εκτός από τα Τμήματα II και IV αυτού και τα Παραρτήματα C1, F, G και

Η των οποίων η ισχύς, τελοῦσα υπό την επιφύλαξη της παραγράφου 16α του Πρωτοκόλλου, θα τεθούν σε ισχύ με Προεδρικό Διάταγμα το οποίο θα εκδοθεί με κοινή Πρόταση των Υπουργών Έξωτερικών και Οικονομικών, για έναρμόνιση προς τα ισχύοντα στην Ευρωπαϊκή Οικονομική Κοινότητα.

Παραγγέλλομεν να δημοσιευθῆ ἡ στήν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως τὸ κείμενον τοῦ παρόντος καὶ νὰ ἐκτελεσθῆ ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἀθήναι 21 Δεκεμβρίου 1982

Ο ΠΡΟΞΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΕΘΝ. ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΚΑΚΛΑΜΑΝΗΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ

ΔΗΜ. ΚΟΥΛΟΥΡΙΑΝΟΣ Α. - Μ. (ΜΕΛΙΝΑ) ΜΕΡΚΟΥΡΗ

Θεωρήθηκε και τέθηκε ἡ Μεγάλη Σφραγίδα τοῦ Κράτους.

Ἀθήναι, 23 Δεκεμβρίου 1982

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ :

Η ετήσια συνδρομή της Έφημερίδας της Κυβερνήσεως, ή τιμή των φύλλων της που πωλούνται τμηματικά και τα τέλη δημοσιεύσεων στην Έφημερίδα της Κυβερνήσεως, καθορίστηκαν από 1 Ιανουαρίου 1981 ως ακολούθως :

Α'. ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

1. Για το Τεύχος Α'	Δραχ.	1.500
2. » » » Β'		3.000
3. » » » ΤΑΠΣ		2.000
4. » » » Γ'		1.000
5. » » » Δ'		2.500
6. » » » Νομικών Προσώπων Δ.Δ. κ.λπ. »		1.000
7. » » » 'Αν. Ειδ. Δικαστηρίου		200
8. » » » Παράρτημα		600
9. » » » 'Ανωνύμων 'Εταιρειών κ.λπ. »		7.000
10. » » Δελτίο 'Εμπορικής και Βιομηχανικής 'Ιδιοκτησίας		600
11. Για όλα τα τεύχη και το Δ.Ε.Β.Ι.		17.000

Οι Δήμοι και οι Κοινότητες του Κράτους καταβάλλουν το 1/2 των ανωτέρω συνδρομών.

Υπέρ του Τομέου 'Αλληλοβοηθείας Πρόσωπικού του 'Εθνικού Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) αναλογούν τα εξής ποσά :

1. Για το Τεύχος Α'	Δραχ.	75
2. » » » Β'		150
3. » » » ΤΑΠΣ		100
4. » » » Γ'		50
5. » » » Δ'		125
6. » » » Νομικών Προσώπων Δ.Δ. κ.λπ. »		50
7. » » » 'Αν. Ειδ. Δικαστηρίου		10
8. » » » Παράρτημα		30
9. » » » 'Ανωνύμων 'Εταιρειών κ.λπ. »		350
10. » » Δελτίο 'Εμπ. και Βιομ. 'Ιδιοκτησίας.....		30
11. Για όλα τα τεύχη		850

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Η τιμή πωλήσεως κάθε φύλλου, μέχρις 8 σελ., είναι 7 δραχ., από 9 ως 24 σελ. 14 δραχ., από 25 ως 48 σελ. 20 δραχ., από 49 ως 80 σελ. 40 δραχ., από 81 σελ. και άνω ή τιμή πωλήσεως κάθε φύλλου προσαυξάνεται κατά 40 δραχ. ανά 80 σελίδες.

Γ'. ΤΙΜΗ ΦΩΤΟΑΝΤΙΓΡΑΦΩΝ

Η τιμή διαθέσεως στο κοινό των εκδιδόμενων από το 'Εθνικό Τυπογραφείο φωτοαντιγράφων των διαφόρων φύλλων της Έφημερίδας της Κυβερνήσεως καθορίζεται σε τρεις (3) δραχμές κατά σελίδα.

Δ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Στο τεύχος 'Ανωνύμων 'Εταιρειών και 'Εταιρειών Περιορισμένης Εδθύνης :

Α'. 'Ανωνύμων 'Εταιρειών :

1. Τών καταστατικών	Δραχ.	18.000
2. Τών αποφάσεων «περί συγχωνεύσεως ανωνύμων εταιρειών»		18.000
3. Τών κωδικοποιήσεων τών καταστατικών (ΦΕΚ 309/67, τ. Β')		9.000
4. Τών τροποποιήσεων τών καταστατικών		5.000
5. Τών Ισολογισμών κάθε χρήσεως		8.000
6. Τών υπουργικών αποφάσεων «περί παροχής άδειας επέκτασεως τών εργασιών 'Ασφαλιστικών 'Εταιρειών», τών εκθέσεων εκτιμήσεως περιουσιακών στοιχείων και τών αποφάσεων του Δ.Σ. του ΕΛΤΑ, με τίς όποιες εγκρίνονται και δημοσιούνται οι κανονισμοί αούτου		7.000
7. Τών αποφάσεων «περί έγκαταστάσεως υποκαταστήματος, διορισμού γενικού πράκτορος και παροχής πληρεξουσιότητας προς αντιπροσώπευσιν εν 'Ελλάδι άλλοδαπών 'Εταιρειών» και τών αποφάσεων «περί μεταβιβάσεως του χαρτοφυλακίου 'Ασφαλιστικών 'Εταιρειών κατά το άρθρο 59 παρ. 1 του Ν.Δ. 400/70»		4.000
8. Τών ανακοινώσεων για κάθε μεταβολή που γίνεται με άποφαση Γ.Σ. ή Δ.Σ., τών προσκλήσεων σε γενικές συνελεύσεις, τών κατά το άρθρο 32 του Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τών ανακοινώσεων, που προβλέπονται από το άρθρο 59 παρ. 3 του Ν.Δ. 400/1970 «περί 'Αλλοδαπών 'Ασφαλιστικών 'Εταιρειών», τών αποφάσεων του Διοικητικού Συμβουλίου του ΕΛΤΑ, που αναφέρονται σε προσωρινές διατάξεις και τών αποφάσεων του 'Υπ. Συγκοινωνιών διά τούς ΗΛΠΑΠ - ΗΣΑΠ - ΟΣΕ		2.000
9. Τών συνοπτικών μηνιαίων καταστάσεων τών Τραπεζικών 'Εταιρειών		2.000

10. Τών αποφάσεων της έπιτροπής του Χρηματιστηρίου «περί εισαγωγής χρεωγράφων εις το χρηματιστήριο προς διαπραγματεύσειν, συμφώνως προς τας διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/1967» Δραχ. 2.000

11. Τών αποφάσεων της έπιτροπής κεφαλαιαγοράς «περί διαγραφής χρεωγράφων εκ του χρηματιστηρίου, συμφώνως προς τας διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/67»

12. Τών αποφάσεων «περί έγκρίσεως τιμολογίων τών 'Ασφαλιστικών 'Εταιρειών»

Β'. 'Εταιρειών Περιορισμένης Εδθύνης :

1. Τών καταστατικών	Δραχ.	2.000
2. Τών κωδικοποιήσεων τών καταστατικών ... »		2.000
3. Τών Ισολογισμών κάθε χρήσεως		2.500
4. Τών εκθέσεων εκτιμήσεως περιουσιακών στοιχείων		2.000
5. Τών τροποποιήσεων τών καταστατικών (για κάθε συμβολαιογραφική πράξη)		800
6. Τών ανακοινώσεων με συμβολαιογραφική πράξη »		800
7. Τών ανακοινώσεων με άποφαση της Γ.Σ. ... »		600
8. Τών προσκλήσεων σε γενικές συνελεύσεις »		600

Γ'. 'Αλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών - 'Αλληλασφαλιστικών Ταμείων και Φιλανθρωπικών Σωματείων :

1. Τών υπουργικών αποφάσεων «περί χορηγήσεως άδειας λειτουργίας 'Αλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών - 'Αλληλασφαλιστικών Ταμείων»	Δραχ.	2.000
2. Τών Ισολογισμών τών ανωτέρω Συνεταιρισμών, Ταμείων και Σωματείων		2.500

Δ'. Τών δικαστικών πράξεων :

II. Στο Τέταρτο τεύχος :

Τών δικαστικών πράξεων για παρακατάθεση αποζημιώσεως

Ε'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Οι συνδρομές του έσωτερικού και τα τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στα Δημόσια Ταμεία έκαστη άποδεικτικού εισπράξεως, το όποιο φροντίζει ο ενδιαφερόμενος να το στείλει στο 'Εθνικό Τυπογραφείο.

2. Οι συνδρομές του έξωτερικού είναι δυνατό να στέλνονται και σε ανάλογο συνάλλαγμα με έπιταγή έπ' ονόματι του Διευθυντή Διαχειρίσεως του 'Εθνικού Τυπογραφείου.

3. Το υπέρ του ΤΑΠΕΤ ποσοστό έπί τών ανωτέρω συνδρομών και τελών δημοσιεύσεων καταβάλλεται ως εξής :

- στην 'Αθήνα : στο Ταμείο του ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα 'Εθνικού Τυπογραφείου),
- στις υπόλοιπες πόλεις του Κράτους : στα Δημόσια Ταμεία και αποδίδεται στο ΤΑΠΕΤ σύμφωνα με τις 192378/3639/1947 (RONEO 185) και 178048/5321/31.7.65 (RONEO 139) εγκύκλιες διαταγές του Γ.Α.Κ.
- στις περιπτώσεις συνδρομών έξωτερικού : όταν ή άποστολή τους γίνεται με έπιταγές μαζί μ' αυτές στέλνεται και το υπέρ του ΤΑΠΕΤ ποσοστό.